Dossier pédagogique des Equipes Populaires
Bimestriel n° 170 • Septembre - Octobre 2015

# Contrastes

bpost
PB-PP
BELGIE(N) - BELGIQUE

N° spécial Campagne :

# DÉMASQUONS
## LES MOTS QUI MENTENT !

Bureau de dépôt : 5000 Namur mail. N° d'agréation : P 204078

# EDITO

## Les mots qui mentent…

Le langage est une des plus belles des inventions humaines. Sans mots, pas de communication écrite ou verbale, et donc pas de vie sociale possible.
Les mots peuvent être doux, violents, imagés, compliqués, drôles, cyniques, grossiers. Ils peuvent aussi être manipulateurs ou menteurs, notamment lorsqu'ils sont au service d'intérêts particuliers ou d'une idéologie dominante.

Les mots peuvent être en effet détournés de leur sens premier et servir à justifier des mesures qui aggravent les inégalités sociales. Des mots que l'on entend désormais partout, que l'on utilise parfois sans y penser. Des mots comme "charges sociales" qui laissent croire que la solidarité dans une société serait un poids. Des mots comme « taxe » qui font oublier qu'avant tout, les impôts sont une contribution au financement des services collectifs. Des mots comme "activation" qui font croire que le problème viendrait des chômeurs et pas du manque d'emplois disponibles…

Sans crier gare, le néolibéralisme fait des ravages et pas seulement sur le plan économique et social. Il a aussi colonisé les esprits en nous martelant avec des mots dont la transformation progressive du sens est lourde de conséquences. Elle convainc une grande partie de la population qu'il n'y a pas d'alternative au capitalisme (le fameux «There is no alternative » de Margaret Thatcher).
Ce lavage de cerveau opère donc un laminage idéologique qui discrédite tout autre courant de pensée et tente de casser l'espoir que des alternatives sont possibles.

## … Démasquons-les !

Tout cela, ce ne sont que des mots… mais l'important c'est l'action, direz-vous peut-être !
Sauf que… Décrypter le langage néolibéral, appelé aussi Novlangue, permet de voir que le langage utilisé abondamment par les économistes, les politiques et les médias nous impose d'accepter la dérégulation sociale et l'accroissement des inégalités. La répétition incessante des mots austérité, compétitivité, handicap salarial, poids de la dette publique, ce n'est pas que des « parrroles-parrrroles », cela a un impact bien réel sur notre vie quotidienne, sur notre emploi (ou pas), sur nos revenus…
Voir et comprendre ces mots permet de montrer au grand jour les stratégies qui se cachent derrière et de réaffirmer que notre choix de société n'est pas celui-là, mais bien celui de l'égalité, de la solidarité et du bien-être collectif.

Démasquer les mots qui mentent pour révéler "le vrai visage du néolibéralisme", c'est l'objectif de la campagne de sensibilisation que les EP lancent cet automne 2015. Pas de prise de tête, mais une campagne ludique et participative qui invite chacun, individuellement ou en groupe, à contribuer à l'élaboration d'un dictionnaire des mots qui mentent
Le 7 novembre à Liège, nous revisiterons également la célèbre émission du Jeu des dictionnaires versus « Le jeu du dicomenteur ». Et nous serons présents à différentes occasions (manifestations, animations d'ateliers…) pour faire de cet exercice autour des mots une véritable démarche d'éducation permanente.

Au sommaire de ce numéro de Contrastes,

- Un regard analytique sur des mots qui sont révélateurs de cette évolution du langage : la responsabilisation, l'austérité, les charges sociales, la compétence… ;
- Une analyse de la manière dont s'est opérée l'offensive néolibérale et de la présence de la Novlangue dans les médias ;
- Des « jeux de mots »… au propre comme au figuré ;
- Des méthodes et suggestions pour animer un atelier Novlangue.

Bonne lecture… et bon amusement !

***Monique Van Dieren***

# DE LA PROPAGANDE À LA LANGUE DE BOIS

***Dans les médias, dans la pub, chez les intellectuels ou les politiciens, langue de bois s'impose comme « la norme ». C'est dit : on nous vole nos mots et on les remplace par d'autres pour nous forcer à voir la réalité sous un angle que d'autres choisissent pour nous.***

Notre quotidien nous fait rencontrer plein de « jargons » : au travail, à l'école, mais aussi à la télévision, dans les administrations ou encore chez le médecin. Que celui qui ne s'est jamais plaint qu'il ne comprenait rien me jette le premier pavé !
Mais le jargon le plus opaque reste celui du monde politique, aujourd'hui irrémédiablement associé à l'économie : même les politiciens n'hésitent pas à s'accuser entre eux de « langue de bois » ! Résultat : nous sommes souvent perdus quand nous tentons de comprendre ce que les politiciens décident pour notre présent et notre avenir, ou lorsque nous devons voter pour l'un ou l'autre.
On sait pourtant que le travail sur le langage dans les médias et les sphères politiques et économiques a été colossal depuis plus d'un siècle : on ne peut pas penser que c'est un hasard si la langue de bois est de plus en plus présente.

## Qui fait la langue de bois et pourquoi ?

Pourquoi, me direz-vous, dépenser tant d'énergie à travailler sur les mots ? Parce que les mots nous permettent de penser. En remplaçant nos mots par d'autres, on transforme notre vision de la réalité. « *La propagande est à la démocratie ce que la violence est à un État totalitaire.* », dit Noam Chomsky, linguiste et philosophe américain, connu pour son engagement notamment antimilitariste. Autrement dit, c'est une façon de maintenir le pouvoir en place et de museler la contestation.

Le terme de propagande nous choque aujourd'hui parce qu'il a été associé aux régimes totalitaires du début du siècle passé. Mais ses grands principes ont été développés par Edward Bernays (1891-1995), père de « l'industrie des relations publiques », c'est-à-dire de la manipulation de l'opinion publique à des fins commerciales ou politiques. Neveu de Sigmund Freud, il a combiné des études sur la psychologie des foules et le travail sur le subconscient dont il a tiré des méthodes pour manipuler l'opinion publique, qu'il présente notamment dans l'ouvrage « Propaganda ». Ses principaux clients ont été de grandes firmes comme le cigarettier Lucky Strike ou le gouvernement américain.

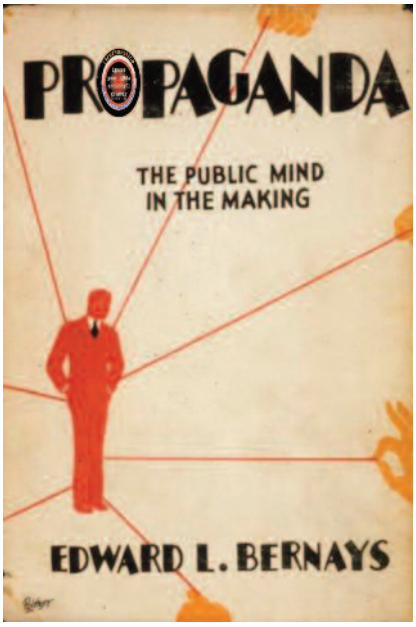
A cette époque, il est évident que le pouvoir passe par les mots, et que la manipulation du langage est une arme pour contrôler l'opinion. Ce sont donc des élites intellectuelles qui ont été approchées par le pouvoir et les grands industriels pour travailler sur les mots en vue d'influencer l'opinion publique. Ces intellectuels se regroupèrent en cercles de réflexions, les laboratoires d'idées ou *think tanks*.

### La langue de bois : définition

La langue de bois est un code, employé par les intellectuels, les responsables politiques, les médias : seuls ceux « du même monde » peuvent le déchiffrer ; pour les autres, il donne une impression de professionnalisme, de sérieux, de crédibilité sans qu'on puisse décoder ce que ça implique vraiment. Employer la langue de bois sert à brouiller les pistes tout en donnant une image positive.

Ces institutions privées rassemblaint et rassemblent encore des experts de différents domaines et sont sollicitées pour faire des propositions de politique publique. Pour vous donner une idée de leur puissance, c'est le premier cercle du genre, la Commission Creel (Commission sur l'information publique des Etats-Unis, à laquelle participait Edward Bernays) qui imaginera la célèbre affiche de l'Oncle Sam « I want you for U.S. army », qui visait à convaincre les Américains de s'enrôler et soutenir l'effort de guerre en 1917. Par la suite, ces *think tanks* seront largement sollicités également par les grands industriels. Plus proche de nous, selon une enquête de l'Université de Pennsylvanie réalisée en 2011, deux des think tanks les plus influents du monde sont basés dans notre petit royaume : Bruegel et le Center for European Policy Studies. Ils sont connus pour avoir fourni des propositions pour lutter contre la crise de l'euro et de l'endettement. C'est sans doute à eux qu'on doit l'arrivée de « l'austérité » (pour ne pas dire la crise).

Mais quel rapport entre ces think tanks et le langage, me direz-vous ? Ces think tanks sont sollicités pour soumettre des idées dans différents domaines : économie, santé, éducation, etc. Leurs rapports contiennent donc les grandes orientations que pourront choisir de prendre les responsables politiques demain. Mais les idées se traduisent en mots, et ce sont donc ces rapports qui vont « donner le ton ». Chez les hommes politiques d'abord, puis via les médias, chez Monsieur Tout le Monde. Ne parle-t-on parle d'expressions « politiquement correctes » ?!




***Pour le philosophe Noam Chomsky, le livre Propaganda d'Edward Bernays est en réalité un manuel pour apprendre "comment manipuler l'opinion publique en démocratie".***

## Pourquoi lutter contre la novlangue ?

Suite notamment au travail du français Franck Lepage et des contributeurs de *la SCOP Le Pavé*, une véritable bataille s'est engagée pour décrypter cette « langue de bois » ou « novlangue » et se réapproprier notre langage.
*La SCOP Le Pavé* a été fondée suite à une étude sur l'Education Populaire en France (équivalent de l'éducation permanente en Belgique), qui réaffirme les bases de l'éducation populaire, née des suites de la seconde guerre mondiale. Comme le dit Franck Lepage dans son article « De l'éducation populaire à la domestication par la culture (Le Monde diplomatique de mai 2009), « *A la Libération, les horreurs de la seconde guerre mondiale ont remis au goût du jour cette idée simple : la démocratie ne tombe pas du ciel, elle s'apprend et s'enseigne. Pour être durable, elle doit être choisie ; il faut donc que chacun puisse y réfléchir. L'instruction scolaire des enfants n'y suffit pas. Les années 1930 en Allemagne et la collaboration en France ont démontré que l'on pouvait être parfaitement instruit et parfaitement nazi. Le ministère de l'éducation nationale convient donc qu'il incombe à la République d'ajouter un volet à l'instruction publique : une éducation politique* » tout au long de la vie. Le véritable but de l'éducation populaire serait donc de « *rendre lisibles aux yeux du plus grand nombre les rapports de domination, les antagonismes sociaux, les rouages de l'exploitation* ».

## COMMENT TRANSFORME-T-ON NOTRE LANGAGE ?

Les transformations que subit notre langue sont globalement les suivantes :

- **Rendre la réalité plus belle, effacer des aspects négatifs, rassurer**
  *Ex. dommages collatéraux, quartiers sensibles, frappes chirurgicales*

Rappelez-vous, depuis la chute du mur de Berlin, on vit dans le meilleur des mondes possibles et de toutes façons, « il n'y a pas d'alternative ». Alors autant voir le bon côté des choses ! Un bel exemple, plus proche de nous : on ne dit plus « cours de rien » (si vous faites le choix pour votre enfant qu'il n'aille pas en cours de morale ou de religion), on dit « encadrement pédagogique alternatif ». Le but est de rassurer : rien dans l'intitulé ne permet de savoir ce qu'on fera pendant ces heures, mais les enfants ne seront pas abandonnés puisqu'ils seront « encadrés ». Magie du langage : on ne change rien à la réalité concrète mais vous êtes rassurés.

- **Redorer le blason, moderniser**
  *Ex. management (au lieu de hiérarchie), hôtesse de caisse (pour caissière)*

Les deux siècles passés ont été riches en luttes pour abolir de nombreuses formes de domination. Le pouvoir a donc déployé tout son intelligence pour masquer les rapports de domination là où ils étaient présents et tenter, sous couvert de « modernisation », de faire régresser de nombreux droits. Ainsi, le « management » se veut une approche visant à per-

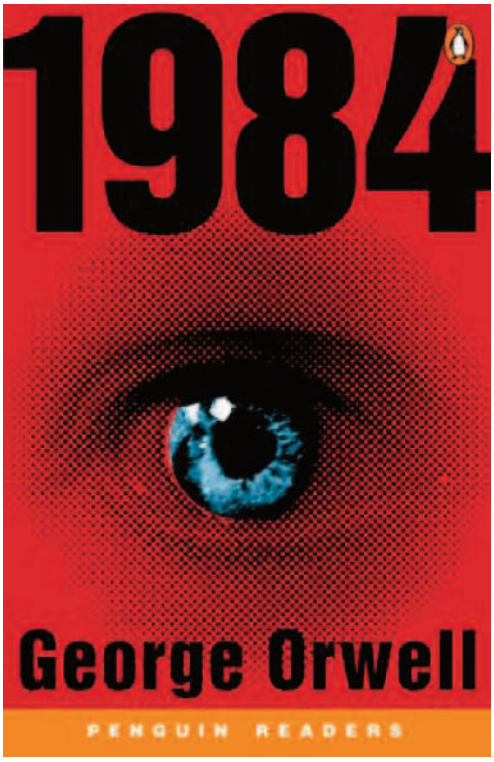
Si l'on veut développer une lecture critique et s'engager à contre-courant, il est donc indispensable de se réapproprier nos mots, de recréer des lectures subversives de notre réalité, de re-complexifier notre vision du monde.

***Audrey Dye***


Bibliographie

- *Propaganda, Comment manipuler l'opinion en démocratie*, Noam Chomsky, préface de Normand Baillargeon, Ed. La Découverte, Collection Zones, Paris, 2007.
- *La fabrication du consentement*, Noam Chomsky et Edward Herman, Ed. Agone, 2008.
- *Le nouvel esprit du capitalisme,* Luc Boltanski et Eve Chiapello, Ed. Gallimard, 1999.
- *1984.* George Orwell, traduction Amélie Audiberti, Ed. Gallimard, 1950.

Sur Internet :
Le site de la SCOP Le Pavé : www.scoplepave.org


## D'où vient le terme « novlangue » ?

Il a été créé par **Georges Orwell dans son livre « 1984 » (publié en 1949)**.

Le livre présente une société totalitaire, contrôlée par « Big Brother », qui impose l'utilisation d'une « novlangue » (newspeak).

Pour ce faire, ils construisent un nouveau dictionnaire, dont le but est simple : en diminuant le nombre de mots, on diminue le nombre de concepts qui permettent aux gens de réfléchir et d'analyser leur réalité, et on remplace les mots « subversifs » pour empêcher la critique du système.

mettre aux travailleurs de s'épanouir au mieux dans leur travail, pour le plus grand bien de tous et de l'entreprise. Pourtant, c'est bien un représentant de la direction, un patron, qui est chargé de la mise en œuvre, non pas selon les desiderata des employés, mais bien selon les objectifs des dirigeants.
De même, la caissière qui bénéficiait d'un emploi à durée indéterminée, voire d'un poste fixe et d'une chaise (luxe) a laissé sa place à une « hôtesse de caisse » parfaitement « mobile » et sous contrat précaire.
Moderniser permet aussi de changer nos modes de consommation : tout ce qui est « démodé » n'est plus désirable, mais la nouveauté, simplement parce que c'est nouveau, est attrayante : il faut toujours remplacer, et ça permet de faire tourner artificiellement la machine économique (on crée un besoin, ou plutôt un désir). Ainsi, vous remplacez votre mixeur de famille par un « blender », et vous ne ferez plus des jus de fruits mais achèterez des livres de recettes pour faire des « smoothies ». Les mots anglais font rêver et nous nous laissons séduire par cet exotisme.

- **Brouiller les pistes, faire disparaître le coupable, décrédibiliser d'autres modes de pensée**
  *Ex. Dispositif Vigipirate, développement durable*

On a souvent le sentiment que les médecins ou les hommes de droit (avocats, notaires) utilisent volontairement un langage incompréhensible pour les non-initiés afin de nous embrouiller, nous voiler une part de la réalité, se donner de l'importance. Mais ne serait-ce pas le cas en politique ?
Par exemple, le système « vigipirate », qui évoque plutôt une surveillance renforcée, signifie en réalité que l'armée est autorisée à circuler dans les espaces publics et à interpeller tout un chacun avec des méthodes « musclées ». C'est sûr, on aime mieux entendre qu'on a installé une vigie qui surveille les méchants « terroristes » plutôt que l'on a lâché des militaires à tous les coins de rue…
Ainsi, le mot « développement », anciennement l'industrialisation dans les pays riches, la colonisation dans les pays du Tiers-Monde, doit s'accompagner du mot « durable » : on ne va pas cesser l'expansion industrielle sous prétexte que les ressources de notre planète sont limitées ! Et on ne va pas changer un système (capitaliste) qui fonctionne (pour ceux qui tirent les ficelles)…
Enfin, on ne dit plus lutte des classes, on dit « inégalités de revenus » : en faisant disparaître « lutte des classes », on décrédibilise toute la grille de lecture marxiste, et donc on fait disparaître le rapport de domination économique entre les travailleurs et les possédants, c'est-à-dire les capitalistes.

- **Empêcher de penser et d'analyser clairement un concept, atténuer les désaccords, masquer les conflits d'intérêt**
  *Ex. capitalisme à visage humain*

Franck Lepage, initiateur de *la SCOP Le Pavé* (société coopérative et participative) à qui l'on doit d'avoir remis à l'ordre du jour le travail sur la langue de bois, dit à ce sujet : « *Moraliser le capitalisme, ça veut dire que vous êtes dans la jungle, que vous voyez approcher un tigre vers vous et que vous lui dites : couché kiki !* ».

*Autre exemple : collaborateur au lieu d'employé*
Cacher le rapport hiérarchique permet de masquer le conflit d'intérêt et donc d'étouffer la contestation : puisque nous sommes « collègues », nous sommes censés être solidaires, même si l'un est le chef de l'autre.

***Le néolibéralisme, qu'est-ce que c'est ? Une certaine vision du monde qui tolère les inégalités ? Un système économique hostile à l'Etat et aux syndicats ? Une nouvelle forme du capitalisme ? Une idéologie ? Il y a un peu de tout cela. Ce qui est clair, c'est que les mots d'aujourd'hui apportent de l'eau au moulin de l'offensive néolibérale.***

## L'offensive néolibérale

# IDÉES-FUSÉES ET ACTIONS-CANONS

La toute première chose que l'on peut dire à propos du néolibéralisme, c'est qu'il ne date pas d'hier. Par contre, il a la vie dure ! On cite souvent les gouvernements de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne et de Ronald Reagan aux Etats-Unis pour situer les débuts des politiques néolibérales. Mais l'offensive commence dès les années '60 et a rapidement gagné la sphère politique et économique. Au point qu'en 1992, Gabriel Maissin [1] pouvait déjà rédiger un mémoire intitulé : « Le rôle économique de l'Etat à l'épreuve du néolibéralisme, l'expérience belge 1972-1992 » !

Pas étonnant que les plus jeunes d'entre nous se représentent difficilement ce qu'il pouvait y avoir comme système (de pensées, d'économie) avant le néolibéralisme. Pourtant il est encore à l'œuvre, quoique fort affaibli : c'est l'Etat social. Alors rappelons-le quand même très brièvement.

Ce système a pu se construire lorsque fut admise l'idée qu'il fallait répartir plus équitablement les fruits de la croissance (les richesses produites, essentiellement par le travail) entre détenteurs de capital et travailleurs. Cette répartition était négociée entre représentants des patrons et des travailleurs, sous l'égide de l'Etat. C'est la concertation sociale. L'Etat joue un rôle central, à la fois social et économique, en garantissant le bon fonctionnement des différents dispositifs de la sécurité sociale et en créant des services publics accessibles à la population, pour assurer à tous un enseignement, des moyens de transport, de l'énergie, la téléphonie, etc.

### Dans l'ombre des Trente Glorieuses

Ce rôle social et économique fort de l'Etat s'est déployé durant une trentaine d'années (de 1944 à 1974) appelées souvent les « trente glorieuses ». Dans la réalité, évidemment, ce n'était pas le paradis tous les jours pour autant. Il a fallu dix ans pour sortir les familles de la misère de l'après-guerre. C'était aussi l'époque du travail de la mine et de conditions de travail et de salaire inférieures à la moyenne européenne en Belgique. Mais l'Etat social se développait et s'ouvrait sur un horizon de progrès et de prospérité pour tous, auquel on pouvait croire et participer. On a aussi appelé l'Etat social « Etat-Providence » et c'est significatif : à la fois de la nostalgie de cet horizon pour les uns... et de l'exaspération que ce système de répartition pouvait susciter chez d'autres. La recherche des moyens pour en venir à bout était déjà à l'œuvre, tapie dans l'ombre, au sein de « think tanks » et autres clubs de pensées chez les partisans d'une nouvelle politique libérale.

L'offensive néolibérale commence donc. Dans les décennies qui suivent, elle entraîne des changements profonds dans les idées, les systèmes de pensées, la formation... Par exemple, on ne parle plus de « luttes des classes », mais on affirme que l'individu doit compter sur lui-même et être « entrepreneur de soi ».

On peut donc bien dire que le néolibéralisme est une idéologie, un système de représentations qui impose une certaine vision du monde. C'est aussi une forme économique du capitalisme, qui se conçoit avec un Etat à la marge et sans l'intervention des interlocuteurs sociaux, donc sans concertation sociale.

### L'histoire de la poule et de l'œuf

Il faut constater tout d'abord que son succès est impressionnant. Actuellement, il n'y a plus de système alternatif dans le monde. Le capitalisme est mondialisé. Cela ne signifie pas seulement que biens et services s'échangent à travers le monde, mais que le système lui-même est universel. A voir ce succès, on peut se demander si ce sont les idées qui changent la réalité du monde ou si au contraire, c'est la réalité, le type de système économique existant qui modèle nos idées, nos représentations du monde. C'est l'histoire de la poule et de l'œuf. Les deux écoles existent, nous dit Gabriel Maissin.

Certains penseurs affirment que les idées déterminent le réel. Le sociologue allemand Max Weber (1864-1920) expliquait le développement dynamique du capitalisme en Europe par la

réforme protestante. Pensons aux modèles économiques qui se sont déployés en Angleterre, et avant cela aux Pays-Bas (en Allemagne aussi). Ce capitalisme marchand aurait trouvé des fondements déterminants dans la vision protestante d'un Dieu qui sait d'avance qui sera sauvé. Etre riche est un signe de ce destin favorable mais ce privilège ne doit pas être gaspillé : il faut investir ses profits et non les consommer à tort et à travers. Dans la même optique, le néolibéralisme se serait imposé d'abord par ses idées.

Tournons-nous vers l'autre école, celle de Karl Marx, qui affirme que c'est le réel qui détermine les idées, les systèmes de pensées. On ne raisonne pas, on ne conçoit pas la religion, ni les lois et les règlements, ni les relations entre les groupes sociaux, de la même façon selon qu'on vit dans un système de type féodal ou capitaliste. Dans une société où les modes de production s'organisent autour de la notion de propriété privée, celle-ci bénéficiera d'un système juridique qui la protège et la garantit ; elle est pensée comme quelque chose de sacré. Et pourtant il n'en a pas toujours été ainsi puisqu'au Moyen Age, il existait des terrains communaux pour cultiver la terre. Or aujourd'hui, cette notion est intériorisée comme un droit individuel. Et, souligne Gabriel Maissin, il en résulte qu'on ne remet pas en cause l'inégalité de la propriété. Chose extravagante, au fond : « *Le fait d'avoir acheté sa maison à crédit est mis sur le même pied que le fait de disposer des moyens d'acheter la moitié de l'Amazonie* ».

Cependant, il n'est sans doute pas pertinent de séparer aussi nettement les causes et les effets. Entre l'évolution de la structure économique et celle des idées, il y a des interactions. Un exemple : pour faire admettre la privatisation des services publics, l'offensive néolibérale a développé un discours sur leur inefficacité. Depuis combien de temps circulent les plaisanteries sur les fonctionnaires qui ne travaillent jamais ? Mais les privatisations ont commencé avant que tout le monde soit séduit par ce discours. En Belgique, particulièrement, le processus d'appropriation du patrimoine public (CGER, RTT… pour commencer) est allé si lentement qu'on n'en a peut-être pas bien perçu le dessein général.

Pourtant aujourd'hui, l'attaque aboutit jusque dans la Sécurité sociale : le transfert de compétences des allocations familiales et d'une partie des soins de santé vers les Régions constitue une porte ouverte à leur privatisation. Et cela bien qu'à droite comme à gauche, on crie encore haut et fort que la Sécu, c'est important.

## Réformer, un mot-clé du néolibéralisme

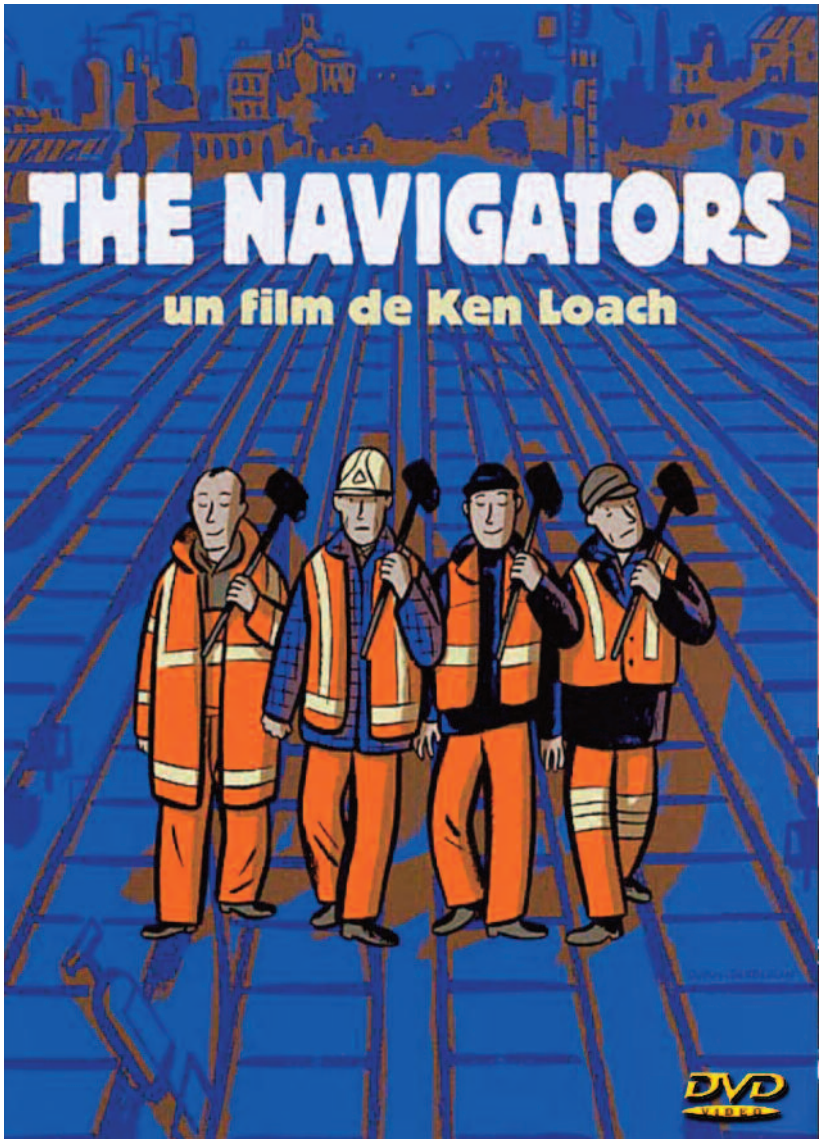
Mais on dit aussi haut et fort qu'il faut la REFORMER. Avec ce mot particulièrement significatif du néolibéralisme, on peut souligner la subtilité qui existe dans le combat des idées. Car ce terme « réformer » est non seulement une récupération du vocabulaire progressiste mais un détournement de son sens. Dans le camp de la gauche en effet, il y avait auparavant débat entre les « réformistes » et les « révolutionnaires ». Les premiers voulaient des réformes en vue d'améliorer le système pour qu'il réponde mieux aux besoins des populations. Les seconds voulaient carrément changer de système. En tous cas, parler « réforme » renvoyait à une ambition de progrès social. Récupéré, ce mot veut dire désormais « adapter ». Donc, la Sécu doit être adaptée. Adaptée à quoi ? Aux contraintes économiques (dont la mondialisation des échanges) et aux mutations sociales (dont le vieillissement de la population européenne). Adaptée comment ? Et bien nous revenons à ce que nous pointions tout à l'heure comme des caractéristiques essentielles du néolibéralisme en tant que forme économique du capitalisme. Il s'agit de remettre en cause le rôle économique de l'Etat ainsi que la concertation sociale. Pourquoi ? Pour conquérir de nouveaux secteurs d'activité qui sont encore aux mains de l'Etat, et pour affaiblir, voire anéantir la participation des travailleurs dans la décision économique et sociale.

***Christine Steinbach***

---

Gabriel Maissin est économiste, spécialisé en sciences de la population et du développement.

***En 2001, le cinéaste Ken Loach a réalisé un remarquable film plaidoyer contre la privatisation du rail en Angleterre.***



***Les mots utilisés par les sphères économiques et politiques trouvent largement écho dans la presse écrite et audiovisuelle. Mais derrière les mots se cachent des idées, voire même une idéologie que les journalistes relayent souvent "à l'insu de leur plein gré..."***

# QUAND LA NOVLANGUE ENVAHIT LES MÉDIAS

Les journalistes seraient-ils tous de méchants réactionnaires de droite ? Pas du tout, et la majorité d'entre eux se disent même plutôt de gauche. Mais alors ?
Plusieurs clés de lecture sont possibles et complémentaires. Tout d'abord, le phénomène peut être attribué à l'évolution du fonctionnement interne des médias.

## Le nez sur le guidon

Dans leur course à l'audimat, les journalistes se doivent de coller en direct aux événements, et d'être le plus proche possible de leurs auditeurs ou lecteurs pour satisfaire leur curiosité mais aussi pour leur donner l'impression d'être eux aussi partie prenante de l'actualité. La multiplication des éditions spéciales en direct renforce cette nécessité de plus en plus affirmée de "présentisme" des médias. Avec bien évidemment des conséquences sur la qualité de l'information, car les journalistes ont sans cesse le nez sur le guidon et perdent leur capacité de voir "le paysage", c'est-à-dire ce qu'il y a autour de l'évènement.

Pour Marc Sinnaeve [1] « les médias ne donnent à voir que la réalité frontale, à savoir celle qui est la plus proche de l'univers mental à la fois de leur public... et des journalistes eux-mêmes » [2].
L'information a donc tendance à conforter les idées reçues et les a priori pour ne pas nous bousculer et à privilégier ce que notre univers mental connaît déjà.

C'est une des raisons pour lesquelles les médias relayent dans leur grande majorité les credo néolibéraux tels que l'importance de la compétitivité et du libre-échange, la rigueur budgétaire... Et les présentent comme des nécessités incontournables, des vérités qu'il serait indécent de remettre en question.
Pour Marc Sinnaeve, « les médias diffusent des grilles de lecture conservatrices du monde qui naturalisent [rendent naturelles] la domination sociale ». En d'autres mots, les médias sont peu portés à remettre en cause la domination sociale. Et ceux qui, journalistes ou faiseurs d'opinion, s'aventurent à remettre en question ces sacro-saints concepts, ou à présenter des alternatives ou des formes de résistance sont la plupart du temps taxés d'idéalistes, d'idéologues ou de populistes.

## Les médias, vecteurs de la Pensée unique

Olivier Derruine [3] s'interroge également sur le rôle de la presse. « Est-elle encore un contre-pouvoir ? N'a-t-elle pas contribué à propager insidieusement parmi les autres faiseurs d'opinion et dans la population, ce sentiment de fatalité ? A quel point est-elle un vecteur de la pensée unique ? » [4]

Pour lui, les médias relayent sans sourciller les théories élaborées par les économistes, dont l'esprit critique s'est estompé

pour la grande majorité d'entre eux depuis les années 70.
La pensée unique dans le champ économique fait des ravages (voir article précédent) et percole jusque dans la presse quotidienne qui s'adresse pourtant non pas aux économistes avertis ou aux étudiants des écoles supérieures, mais à Monsieur et Madame Tout le Monde.
En analysant les mots utilisés dans les journaux *L'Echo* et *Le Soir* entre 2008 et 2014, Olivier Derruine tire des constats interpellants.

Outre l'utilisation récurrente de certains termes dans les deux journaux (réformes structurelles, flexibilisation du marché du travail, pression fiscale, dérapage salarial…), ceux-ci sont présentés comme évidents et incontournables, et « il est assez probable que, malgré quelques éclairs sporadiques de conscience critique, la presse prenne part à la diffusion de la "pensée unique à l'insu de son plein gré" ».

Une autre tendance qui se renforce est la présence de plus en plus fréquente des économistes sur les plateaux TV et dans les journaux, prenant ainsi un rôle très (trop) important dans le débat public et politique. Olivier Derruine cite des noms que l'on voit régulièrement au JT ou dans nos journaux et qui sont issus du milieu bancaire : Philippe Ledent, Etienne de Callataÿ, Bruno Colmant…. Les espaces réservés à une parole dissonante sont la plupart du temps cantonnés dans les "cartes blanches" des journaux, et donc volontairement isolées du débat.

### TINA… Vraiment ?

En conclusion, notre cerveau est de plus en plus conditionné par la pensée unique qui ne nous trace qu'une seule voie pour sortir de la crise : réduire les dépenses publiques en appliquant des mesures d'austérité, réduire les charges sociales des entreprises et lutter contre la rage taxatoire. L'idée d'un modèle de développement alternatif basé sur la réduction des inégalités de revenus et le bien-être de chacun est quasi inexistante dans le grand concert médiatique. Et l'obstination de l'Union européenne à imposer l'austérité renforce le sentiment que « there is no alternative » (TINA), phrase rendue célèbre par Margaret Thatcher.

Pour Marc Sinnaeve[5], le langage traduit l'évolution des rapports de force idéologiques. « Ce sont désormais les mots-lois de l'économie capitaliste de marché qui constituent l'horizon mental des sociétés et qui déclassent la politique - avec son consentement - en technique de gouvernance sur le modèle de l'entreprise privée. » Et ces mots-lois, les médias ne s'en privent pas…

***Monique Van Dieren***

1. Marc Sinnaeve est professeur en journalisme à l'IHECS ( Institut des hautes études des communication sociales).
2 *Comment l'information cautionne la domination sociale*, Marc Sinnaeve, Agir par la Culture, mars 2014.
3. Olivier Derruine est économiste et assistant de Philippe Lamberts au Parlement européen.
4 *La presse pour faire avaler la pilule néolibérale ?* Analyse des mots-clés du champ économique depuis la crise, Olivier Derruine, Revue Nouvelle, janvier 2015.
5 *Les mots toxiques de la fiscalité*, Marc Sinnaeve, Cahiers de l'éducation permanente n°35, 2010.

# Mots cachés

**Petit jeu de « Mots cachés ou placés » qu'en l'occurrence nous avons jugés « dé-placés »…**
**Ce sont tous des mots qui nous sont assénés par le néolibéralisme et qui trouvent bien leur place dans notre campagne des mots-qui-mentent.**
**Sauf peut-être… le mot à trouver !**

**Comment ça marche ?**
Retrouvez dans la grille, la liste de mots ci-dessous (« mots à placer »). Ils peuvent s'écrire horizontalement, verticalement ou en diagonale. Ils peuvent être écrits dans tous les sens : de gauche à droite, ou de droite à gauche, de haut en bas ou de bas en haut.
Les lettres non utilisées, mises côte à côte, vous donneront le mot à trouver.
A vos méninges !
JMC

**Mots à placer**

| | | |
|---|---|---|
| ACTIF | INGENIERIE | OPTIMISER |
| AIDE | INTERIM | PRIVATISATION |
| AUTONOMIE | JEUNESSE | PROJET |
| CAPITALISME | JOB | SDF |
| COACHING | LOGO | TAXE |
| CRÉER | MIXITE | TOKEN |
| ECONOMIE | MODE | TRACABILITE |
| GREVE | NICHE | TURNOVER |

| | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| C | E | E | T | I | L | I | B | A | C | A | R | T |
| A | I | C | E | S | S | E | N | U | E | J | O | G |
| P | R | I | V | A | T | I | S | A | T | I | O | N |
| I | E | E | E | C | L | N | U | A | L | F | P | I |
| T | I | C | R | L | R | T | X | E | O | I | T | H |
| A | N | O | G | C | O | E | P | T | G | T | I | C |
| L | E | N | M | N | S | R | E | R | O | C | M | A |
| I | G | O | O | E | D | I | H | R | O | A | I | O |
| S | N | M | D | K | F | M | C | B | O | J | S | C |
| M | I | I | E | O | E | T | I | X | I | M | E | I |
| E | A | E | F | T | U | R | N | O | V | E | R | T |

**Mot à trouver :** COLLECTIF

***Devenir responsable est le leit-motiv de la plupart des parents qui souhaitent voir leur progéniture voler un jour de ses propres ailes. Une bonne chose ? Oui... sauf qu'en poussant à cette logique de responsabilisation à l'excès en matière de droits et devoirs, nos gouvernants ont vite fait de se débarrasser de LEUR responsabilité de veiller à l'intérêt collectif. C'est très clair dans une série de domaines tels que l'emploi, l'environnement, la consommation, la santé...***

# DE PLUS EN PLUS RESPONSABLES DE TOUT !

"Notre gouvernement est celui du courage et de la responsabilité. Je veux un gouvernement qui rassemble et pas un gouvernement qui divise. Je veux mener les réformes nécessaires dans le dialogue et le partenariat. Nous tendrons la main aux partenaires sociaux, aux entités fédérées et à tous les acteurs concernés par nos projets" [(1)], déclarait Charles Michel devant la Chambre le 14 octobre 2014.

Un an plus tard, on peut dire que ce n'est pas de courage dont il parlait mais de témérité en détricotant la sécurité sociale (chômage, pension, ...). Au lieu des réformes pour plus de progrès, il fallait s'en douter, se sont succédé toute une série de mesures, visant à réduire les dépenses et les recettes de l'Etat et ainsi répondre à la demande d'austérité européenne. Cette vieille recette, à la sauce Thatcher ou Reagan, est une politique économique inefficace et de plus en plus décriée par nombre d'économistes car elle ne fait qu'augmenter le fossé entre les riches et les plus pauvres.

Mais attardons nous plus précisément au mot « responsabilité » et tentons de mieux cerner ce menteur invétéré, enraciné dans le temps ! D'où vient-il ?

Il ne s'agit pas ici de la responsabilité collective d'un gouvernement face à son Parlement avec motion de confiance ou de censure. C'est plutôt un des fondements du libéralisme qui est un courant de pensée selon lequel la liberté individuelle et la responsabilité individuelle sont des valeurs politiques suprêmes. Deux formes d'Etat se sont succédés et interpénétrées depuis 2 siècles.

## D'un Etat à l'autre

L'**Etat libéral** s'appuie sur des droits-libertés (libertés de réunion, de culte ou d'opinion). Accorder de tels droits empêche l'Etat d'imposer un seul « style de vie ». Cette liberté d'action et de pensée s'accompagne d'une responsabilité individuelle plus grande ! L'Etat est ainsi considéré dans sa forme minimale : moins il intervient dans les domaines couverts par ces libertés, mieux elles sont garanties. Par contre pour la sécurité et les bonnes mœurs, il est un Etat-gendarme et sécuritaire. La solidarité à l'égard des pauvres ou des indigents n'est pas laissée de côté, mais elle relève plus de la charité. L'individu n'a pas le droit d'exiger l'assistance car cela relève de l'obligation morale et de la responsabilité ou bon vouloir de tout un chacun.

L'**Etat Providence** est associé aux droits-créances. Les citoyens ont le droit d'obliger l'Etat à leur garantir l'accès à un certain nombre de biens et de services leur permettant de vivre une existence conforme aux exigences de dignité. Il intervient, dès lors, davantage dans différents domaines (droits à l'éducation, à la santé, au logement...). La responsabilité devient collective.

En conséquence, la solidarité est basée sur la collectivisation des risques et organisée par l'Etat. Pour financer cela, l'impôt devient progressif (taux plus élevé pour les gros revenus). Les risques d'accident de travail, de chômage, de maladie... seront couverts indépendamment de toute considération de responsabilité ou de toute faute qui aurait entraîné cette situation. En période de crise, L'Etat Providence sera accusé de déresponsabiliser les bénéficiaires qui deviennent,

### Ça c'est bien dit !

*Chacun a la responsabilité morale de désobéir aux lois injustes.*
Martin Luther King (1929 - 1968)

*La responsabilité de chacun implique deux actes : vouloir savoir et oser dire.*
Abbé Pierre (1912 - 2007)

*Nous ne pouvons pas à la fois vivre dans la crainte de perdre notre emploi et être capable d'assumer la responsabilité de notre tâche.*
Peter Drucker (1909 - 2005)

dira-t-on, des « assistés » voués à attendre de l'Etat qu'il résolve leurs difficultés.

L'**Etat social** actif est un compromis entre les deux. La montée du néolibéralisme dans les années 80 provoque un retour à une moindre intervention de l'Etat et critique sévèrement les niveaux d'imposition, parlant de « rage taxatoire ». L'activation des dépenses sociales veut « responsabiliser » leurs bénéficiaires et conditionnaliser l'accès aux droits sociaux. L'Etat est responsable de manière collective et doit donc faire en sorte que chacun soit responsable afin de préserver la sécurité sociale ! Ce vocabulaire vient du monde de l'entreprise. Contrairement à un modèle de gestion antérieur, plus paternaliste, le néo-management en appelle à l'autonomie et à la capacité d'initiative, bref à la responsabilité des managers bien sûr, mais des travailleurs également. [2]

## Les effets pervers de responsabilisation

Dès lors, plus question pour le demandeur d'emploi d'attendre passivement l'arrivée des offres. À tous de s'activer, prévoir, se former, anticiper, bref "se vendre" au mieux sur un marché du travail de plus en plus compétitif. Cette responsabilité croissante attribuée aux individus leur fait porter le poids de la précarité de l'emploi ou de la difficulté d'insertion professionnelle. Mais est-ce vraiment à la portée de tous ?

Bien sûr, nombre de travailleurs pourront tirer parti de cette situation. En mobilisant leurs compétences, leurs savoirs, leurs aptitudes, ils en tireront profit en termes de créativité, d'autonomie, de conditions de travail. Mais qu'en sera-t-il des autres, des individus ne disposant pas des capitaux culturels, relationnels, des diplômes nécessaires à la survie dans ce modèle ? À ceux-là, les filets de rattrapage de l'État social actif : petits boulots, intérim subsidié, programmes d'activation. La précarité comme garantie. [3]

Un exemple de responsabilité imposée : lors de cette rentrée scolaire, j'aurais dû lire plus de 40 pages d'attentes, de compétences, de règles, contrats d'élèves, etc. et signer en parent responsable ! On pourrait trouver encore bien d'autres exemples de responsabilisations individuelles. En matière de soins de santé, être apte à choisir une « bonne » assurance privée permet à certains d'être « mieux » couvert. Pour éviter le surendettement, il faut pouvoir évaluer correctement sa capacité à rembourser indépendamment des aléas de la vie. Et en termes de consommation, il faut être capable de jongler avec les labels et connaitre toutes les astuces de l'industrie agroalimentaire pour manger sainement...

A l'heure actuelle un gouvernement responsable serait donc celui qui fait porter le poids de ses décisions sur l'individu et en particulier le plus faible ? N'est-ce pas à nous d'éviter un retour en arrière de 150 ans ? Et si notre responsabilité était de résister ? Et pourquoi pas commencer par les "communs" [4] ? En tous cas, cela passe certainement par l'action collective.

***Laurent Quoibion***

---

(1) www.lavenir.net, Charles Michel: «Un gouvernement du courage et de la responsabilité», 14 oct 2014.
(2) « Responsabilité et solidarité : Etat libéral, Etat-Providence, Etat réseaux. » de Jean-Louis Genard, dans « La solidarité à l'heure de la globalisation », Academic Press Fribourg, 2007).
(3) http://www.revue-democratie.be « Les vices cachés de l'État social actif » de Bernard Conter et Marie-Denise Zachary, avril 2013.
(4)Les « biens communs » nous invitent à ne plus être des « créatures du marché », des consommateurs isolés sans autre pouvoir que de voter occasionnellement, mais à devenir plutôt des acteurs d'un système de production, de relations sociales et de gouvernance alternatif au néolibéralisme. Tiré de http://www.bastamag.net/ « Les biens communs nous offrent davantage de liberté et de pouvoir que ne le font l'État et le marché » par Olivier Petitjean, avril 2014.

# ACTIVATION

### Définition néolibérale

Pression exercée sur les demandeurs d'emploi en vue de les transformer. Ce ne sont plus des usagers passifs, consommateurs de mesures et de prestations. Ils deviennent des usagers pro-actif, entrepreneurs d'eux-mêmes et qui ne vivent plus aux crochets de la société.
La possibilité de recevoir des aides doit être conditionnée à la participation des citoyens à la société.
« *Active-toi et l'Etat social t'aidera* » (Jobert, 1992).

### Définition progressiste

Processus par lequel les citoyens se lèvent de leur divan et sortent de chez eux pour manifester en rue, pour participer à des actions citoyennes, pour s'indigner, dénoncer les politiques d'austérité, l'injustice fiscale, les inégalités sociales, etc. Les gens se remettent debout et deviennent acteur de changement collectif pour une société plus juste.
*« Tout homme libre doit s'**activer** à rendre libre la vie des autres.* » Indira Gandhi

### Définition décalée

En physique, c'est le bombardement d'un matériau à l'aide de particules qui donne lieu à la production d'atomes radioactifs. Sur le marché de l'emploi, c'est le bombardement du chômeur de mesures vexatoires qui donnent lieu à la production de personnes révoltées et déçues par les politiques. Les fissures devenant de plus en plus grandes dans le réacteur, cela risque de provoquer une réaction en chaine. La surchauffe risque de tout faire péter !

*Vous aussi, écrivez VOS définitions !*

*Participez au Dictionnaire du "Petit menteur".*

*Comment ? Lire en page 20.*

## Un air de déjà entendu ?

Qui ne s'est entendu dire dans son jeune âge : « Mais sois plus responsable ! Quel âge as-tu ? Il serait temps de penser à tes études ! Tu devrais mieux gérer ton argent de poche ! Tu as vu « chose », il a pu se trouver un job d'étudiant. Lui, il s'active et ne reste pas assis devant un écran! Etc. » N'oublions pas la fourmi prévoyante et responsable qui passera l'hiver grâce à son travail, tandis que la cigale chanteuse et irresponsable sera fort dépourvue une fois la bise venue !

Travail, emploi

# « JOBS, JOBS, JOBS »...

***Charles Michel l'a martelé dans son discours de rentrée au Parlement le 13 octobre dernier : pour relancer la croissance, il faut des « Jobs, Jobs, Jobs ». Trois mots qui ont fait mouche dans les médias et dans l'opinion publique. Voilà donc comment un gouvernement de droite envisage une politique de sortie de crise : des (petits) boulots à n'importe quel prix, quitte à brader les salaires, les conditions de travail et la protection sociale.***
***Nous allons nous intéresser ici au sens de certains mots : travail, emploi, flexibilité et management.***

De nombreux mots ont une signification idéologique : ils sont situés, ils reflètent des valeurs, une certaine vision de la société... Prenez « Cotisations sociales » et « Charges sociales ». Ces deux mots parlent de la même chose mais avec des connotations différentes. « Cotiser » implique une démarche positive d'une personne qui contribue ainsi à la société. « Charge » laisse penser que cette contribution est un poids.
Ces derniers temps, on vante beaucoup le travail, et moins l'emploi. « Le travail, c'est la santé. Travailler plus pour gagner plus », ces messages raisonnent dans nos têtes comme un leitmotiv, un idéal à poursuivre. On dit aussi ces temps-ci que les sans-emploi ne veulent pas travailler et sont des « fainéants », des « parasites » qui coûtent à notre société. Emploi, travail : de quoi parle-t-on ?

## J'ai un travail donc je suis ?

TRAVAIL

**« Activité de production de biens et de services, et l'ensemble des conditions d'exercice de cette activité » (Margaret Maruani[1]).**
**Travailler**, nous l'avons tous déjà fait : on a étudié pendant les blocus, on s'est exercé pendant des heures à la guitare, on fait le ménage... Mais les conditions dans lesquelles s'exerce telle ou telle activité peuvent être bien différentes. L'avons-nous librement choisie ou pas ? Est-elle rémunérée ou non ? Nous apporte-t-elle des satisfactions ou pas du tout ? Nous relie-t-elle à autrui ou au contraire, conduit-elle à nous exclure d'un réseau, de la société ?

EMPLOI

**« L'ensemble des modalités d'accès et de retrait du marché du travail ainsi que la traduction de l'activité laborieuse en termes de statuts sociaux » (Margaret Maruani[2]).**
**S'employer**, c'est accepter de soumettre sa force de travail à la valorisation d'un capital. Je ne décide pas de ce que je produis, ni pourquoi, je me contente de répondre à la demande du propriétaire de l'outil de production ; autrement dit le patron. En contrepartie, ma force de travail n'est pas traitée comme n'importe quelle marchandise soumise aux lois du marché. L'emploi me donne un statut social et s'inscrit dans le droit du travail, qui ont fait l'objet de négociations collectives. Le patron ne peut pas m'imposer n'importe quel salaire dans n'importe quelles conditions. De l'emploi découlent aussi des droits à une protection sociale. Grâce aux cotisations que versent salariés et employeurs, j'ai droit à un revenu de remplacement en cas de perte d'emploi, si je tombe malade, si j'ai un accident ou encore lorsque j'ai atteint l'âge de la retraite. Voilà donc ce qu'on appelle l'emploi.

## Le travail, une vertu en soi ?

L'emploi est né et s'est développé dans un contexte précis : celui de la révolution industrielle. Le développement des machines a permis la fabrication de produits standardisés de masse. Mais les travailleurs exploités dans les usines se sont battus pour obtenir, en échange, des garanties et des droits, en termes d'évolution de carrière, de stabilité d'emploi ou de sécurité sociale. Cela signifie évidemment qu'une partie des richesses produites est transférée dans le salaire direct (salaire poche) et indirect (sécu). Voilà qui n'a jamais été du goût des employeurs. Rien d'étonnant à ce que le discours dominant actuel vise à nous faire comprendre que ce modèle ne correspond plus aux réalités sociales contemporaines.

En Belgique, on a assisté à un changement de vocabulaire bien précis lorsque les politiques d'activation ont commencé. A l'époque, la déclaration de politique fédérale du gouvernement Verhofstadt vantait notamment les vertus du « travail en soi ». Autrement dit, il importe d'abord de travailler. Pour le salaire et les conditions d'un emploi décent, on verrait après ! « Tout qui a des pattes doit travailler », disait l'an passé la ministre de l'emploi Monica De Coninck !

L'activation a commencé son œuvre. La recherche d'emploi devient un travail en soi, mais pas un travail rémunéré, évidemment. Cependant, dans la foulée, le droit à l'allocation de chômage dérivée

# À TOUT PRIX ?

de la cotisation liée à l'emploi devenait un droit conditionné à ce travail de recherche.

Cette même politique d'activation a aussi renforcé le sentiment que ceux qui n'ont pas d'emploi ne font rien et que c'est inacceptable. Comme si le manque d'emplois était la faute des gens et non du système socio-économique. Comme si on ne faisait rien quand on ne travaille pas dans un emploi. Cette intolérable stigmatisation du chômeur accentue la pression, non seulement sur ceux-ci mais aussi sur les travailleurs, qui voient leur pouvoir d'agir collectif s'affaiblir et vivent dans la peur de perdre leur emploi. Elle amène aussi un discrédit pervers sur le modèle social lui-même : aux yeux de nombreuses personnes, à commencer par les jeunes, que vaut encore un emploi si c'est du sous-emploi ou s'il reste inaccessible ? Que vaut encore la Sécurité sociale si l'on ne peut pas en bénéficier parce qu'on n'a pas eu la possibilité de cotiser ? Et en quoi le travail est-il source d'intégration sociale si aucune activité hors emploi n'est reconnue comme du travail, bénéfique pour la société ?

**FLEXIBILITE**

**Capacité que possèdent une économie, une entreprise... de s'adapter rapidement et d'une manière efficace aux changements conjoncturels du marché (baisse de la demande, changement de goût de la clientèle, etc.)**[3]

Une des compétences qui est souvent requise dans les offres d'emploi est celle de la flexibilité ou de la disponibilité. Etre au service de son entreprise, voilà une qualité bien louable. Tout employé qui se montre flexible sera bien perçu au sein de son entreprise puisque prêt à se donner à du 200 %. Etre prêt à travailler les week-ends, en soirée, à être polyvalent, à se déplacer régulièrement... Bref être à la disposition de son employeur au détriment de sa vie privée. Il s'agit bien, avec les exigences de flexibilité, de promouvoir le travail comme vertu sacro-sainte. Une belle invention d'un système au service du marché !

***Claudia Benedetto***

1. Sociologie de l'emploi, 2004 - http://www.cairn.info
2. Idem
3 Larousse http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/flexibilit%C3%A9/34138

## LE MANAGEMENT

### Ou l'art de diviser pour régner

Le management nait aux USA dans le début du 19e siècle dans le secteur des télécoms et des transports pour standardiser le fonctionnement de l'entreprise afin de prévoir le comportement des travailleurs et limiter leur pouvoir d'intervention. Auparavant, en effet, les travailleurs maîtrisaient la réalisation de leur travail tout au long de la chaîne de production. Ils développaient ainsi une expérience et un savoir-faire importants sur l'ensemble du processus. Ils étaient payés à la production et lorsqu'ils négociaient avec le patron, cette négociation les mettait face à face. Au 20ème siècle, les managers font leur apparition dans la relation travailleurs-patron. Ils jouent le rôle d'intermédiaire. Ils vont modifier l'organisation du travail, découpant et isolant les différentes tâches. C'est ce que l'on appelle la division du travail. Les travailleurs perdent la maîtrise de l'ensemble de la chaîne et n'ont plus aucune marge possible dans l'exercice de leur travail. Ils sont dès lors payés à la productivité. Ils ne rencontrent plus le patron en direct.

Trois « penseurs » du système sont aux sources des fondements théoriques du management. Le premier est **Taylor** qui définira l'organisation du travail, pour « optimiser » les gestes, les outils. Il décide des gestes utiles à accomplir et ceux qu'il faut écarter. Le second est **Ford. Il** veut empêcher toute forme d'action collective dans l'entreprise. Il va plus loin que Taylor, décomposant les tâches comme ce dernier et réservant un seul type de tâche aux salariés. De plus, il favorise l'intégration complète des règles de l'entreprise dans la vie privée de ses employés en les appâtant par un salaire plus élevé. Enfin, **Mayo et l'« école des relations humaines »** s'intéresse à la motivation des employés afin d'améliorer la productivité. Ces trois modèles ont deux points communs : d'abord ils visent à affaiblir le contre-pouvoir des travailleurs. Ensuite, Taylor, Ford et Mayo ont contribué à imposer les valeurs et la culture d'entreprise dans les autres domaines de la vie, réduisant, voire supprimant l'écart entre la manière dont l'entreprise fonctionne et la manière dont la société fonctionne. Le management s'est introduit dans les services publics, dans l'enseignement, et même dans la « gestion » familiale ! La prochaine fois que, distraitement, vous parlerez d'investir dans l'avenir de vos enfants, ou que vous vous direz « ça va, je gère ! », pensez-y : vous êtes dopé au vocabulaire du management !

***Imposée à de nombreux pays européens depuis quelques années, l'austérité est présentée par ses défenseurs comme la solution miracle à un retour à l'équilibre des finances publiques et à un redéploiement économique. Aujourd'hui pourtant, les syndicalistes et les militants de gauche ne sont plus les seuls à dénoncer tant son caractère injuste que son inefficacité économique.***

# DÉMASQUONS L'AUSTÉRITÉ !

L'austérité est, dit-on, la voix et la voie de la raison. Le seul chemin possible pour faire face à l'endettement des finances publiques. Elle incarnerait la sagesse et le sens des responsabilités. Ses défenseurs estiment que le taux d'endettement des Etats est devenu insupportable et que le remboursement de la dette jumelé à une diminution importante des finances publiques devrait permettre des politiques de croissance, un dopage de l'emploi et de l'économie. Ils comparent cette dernière à un avion qui serait trop lourd et qui devrait se délester de nombreux bagages afin de prendre son envol. L'étude « Growth in a Time of Debt » de Carmen Reinhart et Kenneth Rogoff [1] est souvent utilisée comme caution scientifique aux politiques d'austérité.
Aujourd'hui, même des économistes classiques reconnaissent que l'austérité est une erreur économique qui envoie les sociétés dans le mur.

## Plus d'inégalités et plus de pauvreté

Voilà sans doute un mot qui est le prototype des mots qui mentent. Au cœur des politiques économiques d'aujourd'hui, déclinée sous des formes plus ou moins dures, l'austérité est loin d'être le remède miracle annoncé par ses défenseurs. Les effets secondaires sont tellement importants que l'on peut, comme le fait la CNE (Centrale Nationale des Employés), affirmer que l'austérité n'est pas la solution mais le problème.
Affirmer que l'austérité n'est en rien la solution n'est pas un simple postulat idéologique. C'est le constat que même dans les sphères du FMI, on est obligé de reconnaître. Et malgré la preuve de l'échec des politiques d'austérité, celle-ci continue à être appliquée dans de nombreux pays. Le cas de la Grèce est sans doute symptomatique de cette situation. Depuis 2009, le pays a connu 9 plans d'austérité. Son endettement reste conséquent, la population est appauvrie de façon importante, l'Etat a perdu des moyens et capacité de recettes.
Les mesures qui ont été prises ou plutôt imposées comme conditions à l'obtention de plans de refinancement ont des conséquences dramatiques pour la population et les pouvoirs publics. L'âge de la retraite a été augmenté alors que le montant des retraites a été diminué, le marché du travail a été dérégulé, les salaires ont chuté (salaire minimum, salaire de la fonction publique), de nombreux emplois ont été perdus augmentant de manière considérable le nombre de personnes vivant dans la précarité ou la pauvreté. Durant cette même période, on a assisté à une fuite des capitaux ainsi qu'à une diminution des moyens de l'Etat par des politiques de privatisation.

## Ce n'est pas perdu pour tout le monde...

Dans le concert des intoxications idéologiques, la crise grecque a été présentée comme un risque majeur pour les prêteurs (privés ou publics). Ce risque devait, en conséquence, justifier le remboursement des dettes et la mise en place de véritables cures d'austérité. Mais, alors que, comme nous l'avons évoqué dans le paragraphe précédent, le peuple s'appauvrissait, il n'en était pas de même des créanciers. C'est ainsi que l'Allemagne, grâce notamment à une diminution du taux d'intérêts de ses propres emprunts faisait 100 milliards d'économies. Il en va de même des pays voisins, comme la France et la Belgique. Mais si la Grèce est « la situation extrême », elle n'est pas unique pour autant. Dans tous les pays où se sont développées des politiques d'austérité, nous avons assisté aux mêmes phénomènes (une population précarisée et un Etat disposant de moins de moyens). Si l'austérité n'est nullement une solution économique, on peut se demander légitimement pourquoi la maintenir.

En effet, de nombreux économistes démontrent aujourd'hui qu'outre les dégâts sociaux, l'austérité conduit aussi à des impasses économiques. La relance qui, selon les défenseurs de l'austérité, devrait être une conséquence « naturelle » de leur politique n'arrive pas. Au contraire. Les populations qui, par les mesures prises, voient diminuer de façon importante leur pouvoir d'achat, diminuent inévitablement leurs dépenses... essentiellement sur le marché intérieur. De la vente du pain à celui d'un bien immobilier, les diminutions sont notoires. Loin de stimuler une progression de la croissance, l'austérité provoque une spirale : la paupérisation de la population

fait diminuer la consommation intérieure et les moyens de l'Etat provoquant de nouvelles difficultés et l'application de nouveaux plans d'austérité. L'austérité est donc une impasse.

C'est donc qu'il y a d'autres raisons. Même si cela mériterait plus de développement, on peut pointer que l'austérité a des effets bénéfiques... pour le monde de la finance et ses alliés politiques. En effet, outre l'appauvrissement de la population, les politiques d'austérité permettent de démanteler les conquêtes sociales, de fragiliser les formes de résistances sociales et de diminuer les moyens et zones d'influence de l'Etat.

### Le vrai visage de l'austérité

L'austérité n'est donc pas une solution aux questions économiques qui se posent aujourd'hui. Elle permet par contre de renforcer les inégalités par une répartition de la richesse inversée. Les budgets sacrifiés sont avant tout ceux qui touchent aux questions sociales alors que les plus riches le sont de plus en plus. Prétextant des politiques sociales trop généreuses, les politiques d'austérité diminuent les champs d'intervention de l'Etat, détricotent les droits sociaux, appauvrissent les travailleurs et bénéficiaires de la sécurité sociale et tentent de briser les oppositions, les voix discordantes qui démasquent cette fausse bonne solution.

***Paul Blanjean***

1. Carmen Reinhart et Kenneth Rogoff constituent un couple d'économistes américains. Ils ont travaillé au FMI. Leur étude portant sur la période allant de 1946 à 2009 veut démontrer qu'au-delà de 90% de taux d'endettement d'un Etat, son économie ralentit avec une inévitable croissance négative. Depuis lors, de nombreux économistes l'ont contestée, arguments à l'appui, démontrant que les résultats de cette recherche étaient loin d'être fiables et universels.

## Austérité

**Définition néo-libérale :**
Pour contrer la générosité abusive de gouvernements précédents, l'austérité est une réponse indispensable qui permet de réduire le déficit, de ramener à l'équilibre les finances publiques et d'abolir les privilèges des salariés le plus souvent érigés en tabous par les organisations syndicales.

**Définition progressiste :**
L'austérité, parfois déguisée sous le mot rigueur, désigne un des crédos du néolibéralisme d'aujourd'hui. Prétextant des dérapages budgétaires des pouvoirs publics et de la crise économique, soutenus par le patronat et le monde de la finance, les gouvernements prennent des mesures antisociales à l'encontre des travailleurs, donnent des coups de ciseaux dans la sécurité sociale et réduisent les moyens de l'Etat par des politiques de privatisation ou de diminution des moyens alloués aux politiques sociales et culturelles.

**Définition décalée :**
L'Austérité est un courant littéraire que l'on doit au célèbre écrivain américain Paul AUSTER. Ce courant, dans sa version extrême, parfois considérée comme sectaire, consiste à éditer un livre qui ne présente du texte que sur la seule couverture. Toutes les pages sont blanches et numérotées. Mais elles ne proposent pas toutes le même blanc, permettant ainsi d'apporter de la variété au lecteur. Le livre le plus célèbre qui fut édité dans cette veine extrême a pour titre : « Cinquante nuances de blanc ».

***P.B.***

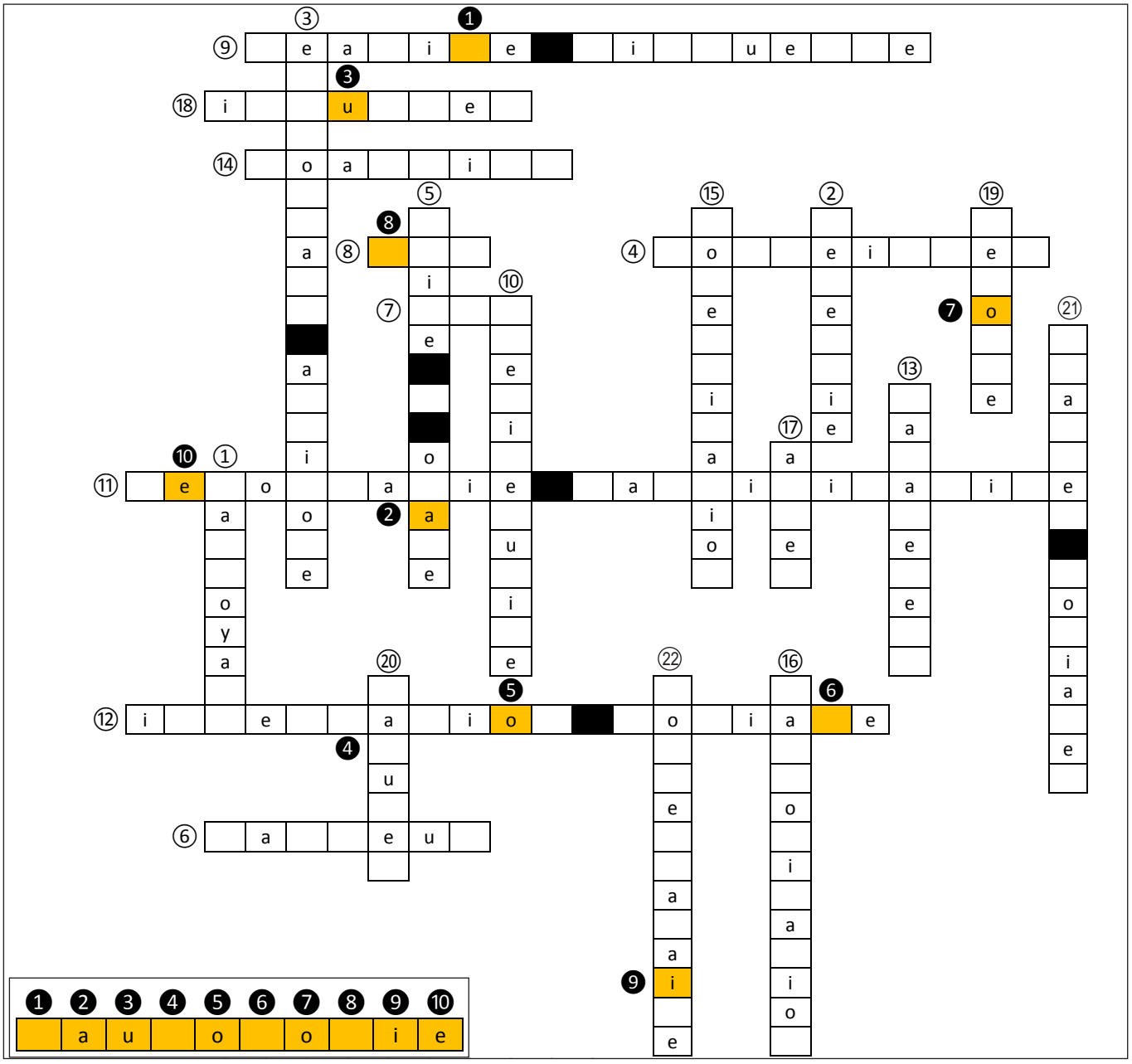
*Vous aussi,*
*écrivez VOS définitions !*

*Participez au Dictionnaire du "Petit menteur".*

*Comment ? Lire en page 20.*

***Pour comprendre le fonctionnement de la langue de bois, il faut comprendre les mécanismes qui sont utilisés pour détourner des mots ou des concepts. Nous proposons ici un jeu de « mots fléchés » (vous trouverez les définitions en page suivante). Le « forfait voyelles » vous aidera peut-être en fournissant déjà toutes les voyelles. Un mot est également à découvrir grâce aux lettres en noir : il désigne la dernière figure de style présentée dans cette liste.***

# JOUONS AVEC LA NOVLANGUE



| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | a | u | | o | | o | | i | e |

La SCOP le Pavé a développé des ateliers pour décoder la langue de bois. L'objectif est de comprendre comment on manipule notre langage pour orienter notre opinion.
Ce jeu est construit à partir du travail du Pavé.

## Les euphémismes

Ils servent à renommer une réalité trop dure en l'adoucissant, ils permettent ainsi d'enlever une part de la charge négative d'un mot, négative dans le sens d'un éloignement de la norme sociale. Le problème étant que les nouveaux mots finissent quand même par désigner la réalité, qui elle, ne s'adoucit pas. Il faut donc régulièrement en inventer de nouveaux.

**Ex. plan de licenciement ► plan de sauvegarde de l'emploi**

① Mot « politiquement correct » pour désigner les personnes aveugles
② Viré de son emploi

## Les technicisateurs

Il s'agit de renommer de manière technique et moderne une réalité, ce qui permet de la revaloriser en faisant croire qu'elle s'est modifiée.

**Ex. caissières ► hôtesses de caisse**

③ Un paysan
④ Un vendeur

## L'hyperbole

C'est l'inverse de l'euphémisme. Il s'agit de nommer une réalité par un terme la durcissant.

**Ex. les bénéficiaires de l'aide sociale ► les assistés sociaux**

⑤ Quand il y a une grève, on dit que les usagers font l'objet d'une...
⑥ Le manifestant dont on laisse à penser qu'il ne vient que pour vandaliser.

## Les sigles

Ils permettent de cacher la signification réelle du sigle, et donc de voiler des réalités à peu de frais. Ils permettent aussi de mesurer rapidement si quelqu'un est novice ou non.

**Ex. bénéficiaires du RIS (anciennement MINIMEX)**

⑦ Un clochard
⑧ Le chef du personnel

## Les oxymores

Il s'agit de coller deux termes qui s'opposent. Ces termes ayant plusieurs sens, notamment entre le sens étymologique et le sens commun. L'intérêt est de brouiller les cartes et d'empêcher une analyse ou une remise en cause de ces concepts.

**Ex. développement durable, commerce équitable, entreprise citoyenne, croissance négative.**

⑨ Le monde de la télévision et des jeux vidéo
⑩ Pour garantir la stabilité de votre poste de travail, on vous propose d'être prêt à le voir changer (voire disparaître) !

## Les pléonasmes

Il s'agit de coller deux termes ayant le même sens. Il permet de renforcer le terme « vacillant », de le crédibiliser.

**Ex. citoyenneté active, lien social**

⑪ Un régime politique où le citoyen a normalement la parole.
⑫ Les étrangers et/ou les pauvres devraient suivre ce processus pour re-faire partie de la société (dont on les a exclus, mais il ne faut pas le dire comme ça).

## Les anglicismes

Il s'agit de remplacer des mots français par des mots anglais, pour rendre la réalité décrite plus dynamique, plus moderne, plus « In » et moins « has been ». Parler par anglicisme permet de se situer dans l'échelle sociale, c'est plus « class ».

**Ex. greenwashing (mensonge publicitaire), briefing (réunion), burn-out (dépression).**

⑬ Le nouveau terme pour désigner la hiérarchie et sa façon de diriger les personnes.
⑭ Des « bons conseils » qu'on ne peut pas remettre en question, pour vous remettre « sur les rails » ...

## Les concepts opérationnels

Il s'agit d'inventer des mots qui empêchent de penser une réalité de manière négative et qui orientent la pensée vers l'action, vers l'opération.

**Ex. réduction de la pauvreté : on ne parle plus de réduire les inégalités et de répartir la richesse !**

⑮ Votre façon de travailler est dépassée, tout comme ce à quoi vous croyez : il est temps d'amener du « changement ».
⑯ Pour être plus « efficace », on propose de forcer tout le monde à faire pareil, si possible avec moins de personnes, de temps et de moyens. Mais en restant « zen ».

## Néologisme et barbarisme

Il s'agit de mots inventés ou piqués dans d'autres langues mais non acceptés en français. Lorsque c'est volontaire, c'est un néologisme. Quand c'est involontaire, c'est un barbarisme. Si, si.

**Ex. visibiliser (rendre plus connu, médiatique)**

⑰ Prendre officiellement note d'une décision.
⑱ Etre à l'origine de, stimuler.

## Les faux-amis

On croit que c'est un ami mais c'est un leurre !

**Ex. participation**

⑲ Plutôt que de dire que la nouvelle politique va revenir en arrière en termes de progrès social.
⑳ Plutôt que de dire : on voudrait bien que ce soit bio mais c'est plein de produits chimiques. Allégation très employée dans le « greenwashing ».

## Les faux ennemis

On croit que c'est un ennemi, mais c'est le contraire !

**Ex. protestataires**

㉑ Les cotisations que doit payer un employeur pour nous donner droit à tous les services publics.
㉒ La personne qui se bat et proteste pour que nos droits ne disparaissent pas, en faisant des manifestations, des grèves, etc.

**Solutions**

① malvoyant ; ② remercié ; ③ exploitant agricole ; ④ conseiller ; ⑤ prise d'otage ; ⑥ casseur ; ⑦ SDF ; ⑧ GRH ; ⑨ réalité virtuelle ; ⑩ flexisécurité ; ⑪ démocratie participative ; ⑫ intégration sociale ; ⑬ management ; ⑭ coaching ; ⑮ modernisation ; ⑯ harmonisation ; ⑰ acter ; ⑱ impulser ; ⑲ réforme ; ⑳ naturel ; ㉑ charges sociales ; ㉒ contestataire.

## Mot caché :

La **tautologie** (du grec tauto logos, le fait de redire la même chose) est une phrase ou un effet de style ainsi tourné que sa formulation ne peut être que vraie. Elle peut aussi s'apparenter au truisme ou à une lapalissade.
Ex. « 100% de nos clients achètent nos produits. »
Ex. « Votez pour le parti gagnant ! »

***Organiser un atelier « novlangue » : à quoi ça sert et comment ça marche ? C'est sûr, on ne s'y ennuie pas ! Rencontre avec les animatrices d'un atelier Novlangue à Charleroi***

# DES ATELIERS POUR SE RÉAPPROPRIER LES MOTS

Si l'on veut se réapproprier notre langage pour mieux comprendre le monde qui nous entoure et pouvoir lutter contre le néolibéralisme, deux choses sont indispensables : comprendre les mécanismes qui sous-tendent la langue de bois et réapprendre à « parler vrai ». Pour cela, fleurissent, à l'initiative de *la SCOP Le Pavé* en France et de bien d'autres organisations par la suite, dont les JOC en Belgique, des ateliers où, en groupe, on travaille à décoder le discours néolibéral et à remettre les mots justes sur les réalités qui nous affectent. Pour mieux comprendre comment ça marche, je suis allée rencontrer la JOC Charleroi et le centre jeunes Taboo (jeunes FGTB Charleroi), qui ont mis sur pied depuis quelques années un atelier « novlangue ».

## Un atelier novlangue à Charleroi

Dans le cadre du Festival de chanson ouvrière et contestataire, Taboo et les JOC avaient envie de développer un atelier pour travailler sur les textes, et donc sur le langage, en partant du principe qu'il devient difficile de contester parce que nous n'avons plus les mots.
L'atelier a été lancé en s'inspirant du travail de *la SCOP Le Pavé* et de ses ateliers « désintoxication de la langue de bois » et l'équipe a créé un ensemble de petits jeux qui permettent de s'approprier les concepts et de « se redonner des mots ». « *A la JOC, tout se partage* », dit Florence : ce travail sur la novlangue s'est donc développé aussi dans les autres régions, avec des déclinaisons différentes, qui en disent long sur la richesse de notre créativité lorsqu'on la libère !

## Pourquoi faire un atelier « novlangue » ?

Le premier objectif est de sensibiliser, de faire prendre conscience que ces mots que nous croisons et utilisons tous les jours ne sont pas neutres, mais ont une connotation et une influence sur notre façon de penser. Emilie, du centre jeunes Taboo, explique : « *le néolibéralisme, c'est une idéologie qui ne veut pas l'être. On veut nous faire penser que c'est le seul système possible, la seule réalité* ».
Ensuite, il faut pouvoir décortiquer les infos que l'on reçoit, une fois que l'on n'est plus dans le groupe, et donc être armé pour pouvoir décoder la « novlangue ».
Enfin, il faut essaimer ! Parce qu'il est urgent que l'on soit nombreux à comprendre les mécanismes de cette langue de bois et à lutter pour nos droits. Les participants à l'atelier doivent donc sortir avec les clés pour leur permettre d'eux-mêmes pouvoir créer et animer des ateliers.

## Un atelier novlangue, ça ressemble à quoi ?

Pour une après-midi ou pour plusieurs mois, on se retrouve pour faire des jeux sur le langage. A partir de ces jeux, on apprend à repérer les mécanismes de la langue de bois et à les détourner. L'idée est que ce soit progressif et toujours ludique ! Et donc on joue avec les mots : cadavres exquis, Ridiculum Vitae, et toute une série d'autres petits jeux nous aident à reprendre possession des mots. La seule limite est évidemment l'imagination !

On peut partir de jeux existants (ex. le cadavre exquis) ou en créer. Au départ, chaque jeu permet de découvrir une technique, puis on combine quand on est plus à l'aise.
Ensuite, on approfondit en analysant des articles de journaux ou des extraits de journaux télévisés ». Et on détourne : on réécrit des articles, mais aussi pourquoi pas des discours, des dossiers de demande de subventions, des lettres de motivation, etc.

« *Ce qui demande le plus de travail*, me confient Emilie et Florence, *c'est de trouver de bons articles ou de bons extraits vidéo. La novlangue se veut invisible, donc il faut à la fois que cela « se voie » mais aussi que l'idée générale soit compréhensible. Parfois on utilise des supports qui datent de six mois ou plus parce qu'on les trouve pertinents. Tout en essayant de coller aussi à l'actualité... On aime particulièrement utiliser des extraits de JT et des articles sur les manifestations : ce sont des sources de novlangue extraordinaires.* »

Une des premières difficultés qu'ont rencontrées Emilie et Florence, c'est d'expliquer ce qu'étaient ces ateliers novlangue ! *On ne peut pas simplement dire « oh, c'est pour se désintoxiquer de la langue de bois », il faut expliquer ce que c'est, pourquoi elle est utilisée et pourquoi on doit la décoder pour pouvoir contester* ».
« *Il faut aussi faire passer l'idée que ce sera sympa : quand on parle de grammaire et de politique, tout le monde s'en va ! Mais on s'amuse vraiment, tout en apprenant* ». C'est libérateur de se réapproprier ses mots ! Pour l'animateur, il faut aussi être conscient qu'on ne part pas avec le même bagage : certains savent décoder certains jargons, et d'autres pas. Mais c'est aussi la richesse du travail en groupe : c'est avec l'expérience de chacun que l'on se rend compte que la novlangue a envahi tellement de champs de notre vie !

## Et après ?

Si ces ateliers ont une durée de vie limitée, ils débouchent ensuite sur d'autres choses : ainsi, un groupe a travaillé sur la campagne électorale de mai 2014 pour traduire les slogans des partis. Ils ont même été surcoller les affiches de tous les partis avec leurs slogans « traduits ».
L'année suivante, le groupe issu du module a choisi de lancer un « **café novlangue** » pour toucher un public plus large.
En fait, c'est au cours de l'atelier que se dessinent des suites possibles : on apprend à se connaître et on découvre ce qui nous lie. Et on réapprend à être créatif, dans nos mots et donc dans nos idées !

En tous cas, le tandem JOC/Taboo n'a pas fini d'essaimer. Ainsi, un atelier est à nouveau sur les rails pour le dernier trimestre 2015. Ils organisent également des animations dans les écoles secondaires, et des formations pour les animateurs (en collaboration avec le C-paje notamment, mais aussi auprès de délégués syndicaux).

Une brochure a également été réalisée, qui reprend le contenu présenté tout au long du module et qui est disponible à l'adresse suivante : http://cjtaboo.be/?page_id=479

Leur conseil, c'est en tous cas de se lancer : il est urgent qu'on se réapproprie notre langage et notre façon de voir le monde, pour pouvoir avoir une influence sur ce qu'il devient.
Maintenant, c'est à vous de « jouer » !

***Audrey Dye***

## Présentation d'un jeu des ateliers novlangue : JOUER AU CONFÉRENCIER

Le jeu de loin le plus connu des ateliers contre la Novlangue est celui présenté par Franck Lepage dans sa conférence gesticulée ***Inculture(s) 1 : Une autre histoire de la culture***,
"*L'Education Populaire, monsieur, ils n'en ont pas voulu* !".

### Comment « jouer au conférencier » ?

Choisissez 15 mots d'un jargon professionnel (le monde politique, économique, mais aussi votre métier, etc.) et inscrivez chacun sur un carton.
On mélange les cartons et c'est parti : à vous d'inventer un discours avec les mots dans l'ordre où ils sont tirés au sort ! C'est dans la facilité à inventer des phrases avec ces mots passe-partout que se situe le sel de l'exercice. Mais c'est passionnant de le faire pour un domaine dans lequel vous êtes actifs, pour mesurer à quel point nous employons tous les jours cette « novlangue ».

### Voici un exemple...

**Les mots :** acteurs du changement - développement durable - capitalisme à visage humain - recréer du lien - cohésion sociale.

**Le discours :** Les acteurs du changement, grâce au développement durable, favorisent un capitalisme à visage humain qui vise à recréer du lien pour aboutir à une véritable cohésion sociale.

**Un autre discours :** La cohésion sociale dépend de notre capacité à recréer du lien et de bâtir un capitalisme à visage humain, ancré autour de la notion de développement durable, qui nous pousse à être les acteurs du changement.

### Encore un exemple ...

**Les mots :** accompagnement - responsabilité - parcours professionnel - activation - saisir des opportunités

**Le discours :** Grâce à notre accompagnement, vous pourrez pleinement assumer votre responsabilité et reprendre votre parcours professionnel, stimulé par l'activation qui va vous inciter à saisir les opportunités qui s'offrent à vous.

**Un autre discours :** Pour être en mesure de saisir les opportunités professionnelles qui se présentent, l'activation est indispensable afin qu'un parcours professionnel ne soit pas déstructuré et que le chômeur ne se voie pas dépouillé de son sens de la responsabilité, à condition bien entendu que le chômeur, dans cette activation, bénéficie d'un bon accompagnement.

Vous pouvez voir un exemple en vidéo sur la page internet suivante :
https://www.youtube.com/watch?v=oNJo-E4MEk8

**Vous aussi, participez au dictionnaire participatif, engagé et décalé :**

# LE PETIT MENTEUR !

Démasquer les mots qui mentent pour révéler "le vrai visage du néolibéralisme", c'est l'objectif de la campagne de sensibilisation que les EP lancent cet automne 2015. Pas de prise de tête, mais une campagne ludique et participative qui invite chacun, individuellement ou en groupe, à contribuer à l'élaboration d'un dictionnaire des mots qui mentent.

Pour ce faire, nous proposons à tout un chacun de participer à la rédaction de notre dictionnaire. Des animateurs du mouvement, des sympathisants, des personnalités comme Christian Kunsch (MOC), Marco Van Hees (PTB), Tony Demonte (CNE), Daniel Richard (FGTB), Zoé Genot (Ecolo) ont contribué aux définitions du « Petit menteur ». Une première version que tout un chacun pourra compléter sera disponible le 7 novembre, jour de lancement de la campagne des Equipes Populaires à la Foire du livre politique de Liège. Une version définitive enrichie des contributions reçues au cours de la campagne sera publiée dans le courant 2016.

## *Comment participer ?*

L'objectif est de redonner du sens aux mots de la "novlangue" en proposant pour chaque mot :

- une **définition "néolibérale",** c'est-à-dire, lorsque le mot est employé par des néolibéraux, à quel concept il fait référence. Bref, le côté brillant de la médaille. Par exemple, dans le langage néolibéral, le terme « Activation » est synonyme de responsabilisation, de dynamisme.
- une **définition "progressiste"** ou plutôt "appelons un chat un chat" : c'est le décodage, la traduction du discours, la réalité qu'il recouvre dans les faits, ce que cachent ces belles paroles. Bref, le côté peu reluisant de la médaille. Dans ce cas, le terme « Activation » est synonyme de contrôle renforcé, d'exclusion.
- une **définition "décalée",** loufoque, pour donner un côté léger au dictionnaire.

## *Concrètement,*

- Choisissez un mot du néolibéralisme qui vous interpelle, qui vous énerve, qui vous choque. Précision importante : cet exercice peut se faire seul ou en groupe. Pour avoir des idées, lisez ce numéro, écoutez les déclarations des économistes ou des hommes politiques, ouvrez un journal... Il en regorge !
- Ecrivez pour le mot choisi une définition néolibérale, une définition progressiste et une définition décalée comme expliqué ci-dessus
  Attention, les trois définitions ne devraient pas dépasser 2.000 caractères (espaces compris).
- Envoyez votre texte par mail (secretariat@equipespopulaires.be) au fur et à mesure de votre inspiration... et pour fin mai 2016 au plus tard.
- La version définitive du Petit menteur illustré sera présentée à la Foire du Livre Politique de novembre 2016.

**Démasquons le néolibéralisme. Démasquons les mots qui mentent !**

Suivez l'info de la campagne sur www.equipespopulaires.be

## SOMMAIRE


3 De la propagande à la langue de bois
6 L'offensive néolibérale : Idées-fusées et actions-canons
10 De plus en plus responsables de tout !
12 Travail, emploi : « Jobs, Jobs, Jobs »... à tout prix ?
14 Démasquons l'austérité !
16 Jouons avec la Novlangue
18 Des ateliers pour se réapproprier les mots



Equipe de rédaction : *Claudia Benedetto, Christine Steinbach, Monique Van Dieren, Muriel Vanderborght* • Ont collaboré à ce numéro : Paul Blanjean, Audrey Dye, Laurent Quoibion • Rédactrice en chef : *Monique Van Dieren* Mise en page : *Hassan Govahian* • Ed. resp. : *Christine Steinbach*, 8, rue du Lombard, 5000 - Namur Tél : 081/73.40.86 - Fax : 081/74.28.33 secretariat@equipespopulaires.be • Prix au n° : 2 €. Pour s'abonner (Contrastes + La Fourmilière) : Versez 15 € au compte BE46 7865 7139 3436 des Equipes Populaires, avec la mention : *"Abonnement à Contrastes"* + votre nom. Crédit photos : Equipes Populaires.



Equipes Populaires

Contact :
Equipes Populaires,
8, rue du Lombard - 5000 Namur 081/73.40.86
secretariat@equipespopulaires.be



FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES
Belfius Banque & Assurances
les AP